

Jean-Pierre Obin
www.jpobin.com

Education : néolibéralisme ou République

Préface à *Mon projet pour l'école* d'Arnaud Montebourg (2011)

L'un des mérites d'Arnaud Montebourg est de prendre au sérieux l'hégémonie mondiale, installée depuis une trentaine d'années, de l'idéologie néolibérale. Ce n'est sans doute pas là, en effet, un phénomène mineur ou passager, mais plutôt le témoin d'une évolution profonde de nos sociétés, dont il faut bien saisir les causes afin d'en mieux combattre les effets ; et d'en tirer sérieusement - surtout si l'on se présente à la magistrature suprême - les conséquences politiques. Le succès des idées néolibérales n'est en effet pas dû à l'existence de grands penseurs ou à l'impact d'une théorie puissante, mais plus simplement à son adéquation à une situation historique objective : la nouvelle ère ouverte dans les sociétés occidentales par l'effondrement de toutes les formes de l'autorité, qu'elles soient religieuses ou politiques. Le dernier des épisodes – et pas le moindre ! – en a été la défaite de ce que Raymond Aron a appelé les religions séculières et Hannah Arendt le totalitarisme. L'effondrement de l'idéologie communiste marque sans doute la disparition définitive dans notre civilisation de tout principe d'autorité légitime dans le domaine politique ; ce dont témoigne Claude Lefort lorsqu'il décrit « l'impossibilité à s'en remettre dorénavant à un garant reconnu par tous : la nature, la raison, Dieu, l'Histoire. » Même l'idéologie du progrès, de la foi en l'avenir, s'est retournée : aujourd'hui la science et la technique n'apparaissent plus comme des sources d'espoir en une maîtrise probable des forces de la nature, mais comme des motifs de crainte d'une apocalypse par la destruction de la nature.

Si l'idéologie néolibérale semble si bien adaptée à un monde dont tout principe d'autorité a disparu, c'est qu'elle est fondée sur un principe opposé à l'autorité, celui de l'autonomie totale de l'individu ; un individu isolé, défini simplement par ses droits, ses aspirations et ses intérêts. Pour le néolibéralisme, seuls existent en effet des individus, liés en droit par nulle autre obligation que librement consentie, c'est-à-dire contractuelle. Mais du coup toute dimension historique est déniée à l'humanité, et le passé (la tradition) comme l'avenir (le projet) sont rejetés en tant que principes légitimes d'organisation collective. Ne restent pour les néolibéraux que l'évidence du présent et la seule régulation possible des intérêts et des aspirations des individus par le marché. Rien, issu du passé ou contenu dans une vision de l'avenir, qui ne doive contrarier cette singulière croyance que les individus sont uniquement guidés par leurs intérêts et leurs aspirations.

Tout principe d'unité sociale ayant disparu, Dieu, la Tradition, la République, la Morale, le Parti et l'avenir radieux, le Progrès, tout cela ayant été balayé, mis à bas, « déconstruit », le rôle de l'Etat doit donc strictement se borner à la protection des droits individuels et des mécanismes du marché. C'est là sans doute la raison du succès de la notion de « société civile », une représentation de la société conçue comme un ensemble de regroupements d'individus, librement fondés sur le partage d'identités ou d'intérêts, et sur leur libre jeu. Dans ce contexte, les préoccupations des hommes politiques tendent d'avantage à refléter la diversité de la société civile, plutôt que de donner une orientation à la nation. On accorde désormais plus d'importance à la forme, à ce qu'on appelle la gouvernance, qu'au fond, ce qu'on nomme encore le gouvernement. Les partis, notamment par les candidats qu'ils

présentent aux élections, s'efforcent davantage de représenter cette diversité, d'être son miroir, que d'entraîner la société vers un but ou de la transformer.

Quant à l'éducation, que devient-elle dans ce nouveau contexte idéologique ? Pour fonctionner, l'idéologie néolibérale ne s'appuie pas que sur le droit et l'économie mais table aussi sur l'éducation. Education libérale et économie libérale partagent en effet le même grand principe, le rejet des attaches collectives et de toute forme d'autorité, et notamment le rejet du politique comme instance de normativité ou de régulation. Economie libérale et éducation libérale vont de pair et se confortent. Il faut y être attentif : on ne peut, comme certains, aimer l'une et détester l'autre, et repousser l'une sans rejeter l'autre. Car c'est l'enfant délié de toute attache collective, éduqué dans la légitimité absolue de ses choix individuels, « auto-construit », qui, devenu adulte, peut croire se réaliser en contractant librement pour accomplir ses aspirations et défendre ce qu'il croit être son intérêt. Pour les néolibéraux, la vie consiste à la fois à *se réaliser soi-même*, d'où l'éducation à l'auto-construction de soi et la pédagogie de l'auto-construction des savoirs, et à *réaliser ses aspirations*, d'où l'économie de la liberté absolue d'entreprendre et de consommer.

La mise en œuvre de ce projet rencontre cependant de nombreux obstacles. D'abord elle s'oppose à la tradition française d'une « éducation nationale », d'une école publique davantage tournée vers l'édification et la consolidation d'une nation - elle-même conçue comme fondement de la cohésion sociale - que destinée à répondre aux seules ambitions des individus et des familles. Ensuite ce projet se heurte aux apories qu'il engendre : l'atomisation sociale et l'apologie de la liberté individuelle ne font pas bon ménage avec l'idée même d'école et avec les contraintes de toute vie scolaire ; l'anomie sociale et morale des jeunes, et le développement de la violence qui en résulte, provoquent en retour une nouvelle demande d'autorité, de réglementation et de protection de la part des parents, et notamment de ceux des classes populaires ; et l'encouragement des affirmations identitaires et des revendications religieuses a pour effet un renouveau de l'exigence laïque à l'école. De ces contradictions émerge progressivement l'idée que l'école doit (re)devenir l'institution fondatrice du vivre ensemble, qu'elle doit bien sûr transmettre des connaissances, mais aussi former des compétences cognitives et sociales, faire partager des valeurs politiques et morales, promouvoir des attitudes civiques, éduquer à des comportements responsables.

Les tenants de l'éducation libérale se heurtent également à un obstacle difficilement surmontable : l'existence du savoir comme principe universel d'autorité. Le savoir n'est en effet pas libéral et ne peut pas le devenir. Aussi est-il faux de dire, voire de professer comme on l'entend souvent, que chaque élève construit *son* savoir. Le savoir nous surplombe : deux et deux font quatre, c'est ainsi, il n'existe aucune liberté par rapport à cette vérité, et même le professeur ne peut s'en affranchir ! Ce surplomb du savoir, ce principe d'autorité incontournable est évidemment insupportable à l'individu néolibéral et à sa quête radicale d'autonomie. D'où le succès, dans les milieux fortement marqués par l'individualisme, de la vulgate du « constructivisme » éducatif : comme l'on doit bien admettre que le but des apprentissages est commun, que le savoir ne vaut que s'il est le même pour tous, on argumente qu'heureusement, le chemin pour y parvenir est quant à lui individuel. L'enseignement, les parcours scolaires, la pédagogie doivent donc être individualisés, et l'éducation être libéralisée. Mais à qui profite alors le libéralisme scolaire ? Toujours aux mêmes. En voici trois illustrations.

La carte scolaire pour commencer. Voilà une contrainte imposée par l'Etat aux parents, certes avec beaucoup de dérogations, jusqu'en 2007, et que Nicolas Sarkozy a décidé de lever, leur disant en quelque sorte : « l'école est obligatoire, mais vous pouvez choisir la vôtre. » On en voit maintenant le résultat, sur le terrain et au travers des études qui commencent à être publiées : le développement d'une ségrégation croissante entre les établissements, au

détriment des résultats de la grande majorité des élèves et en particulier des plus fragiles. L'orientation pour continuer, seconde occasion de choix scolaire pour les élèves et les familles. Une recherche montre qu'un écart de 57 points sépare, à l'entrée au lycée, les chances des enfants d'ouvriers de ceux de cadres d'être orientés vers des études longues. Mais la grande découverte est que sur les 37 points de discrimination dus au parcours scolaire au collège, la moitié est imputable à l'orientation et l'autre moitié aux performances. Ou encore : à notes identiques, les élèves ne sont pas du tout orientés de la même manière ! D'autres recherches corroborent ce résultat : à chaque fois qu'il y a choix d'orientation, d'option, d'établissement, qu'il y a liberté de choisir, ce sont toujours les mêmes qui en profitent, qui font les « bons » choix : ceux bien sûr qui possèdent l'ambition, l'information et les réseaux. Troisième illustration pour finir : l'individualisation des parcours et la déstructuration du groupe-classe qui en résulte au lycée (et même au collège) par le jeu des options et des différents dispositifs d'aide et de soutien. Les principaux des collèges de ZEP le savent bien : la multiplication des dispositifs qui font éclater les groupes-classes déstabilisent les élèves les plus fragiles ; ce sont ceux-là qui pâtissent le plus de l'émiettement des structures d'enseignement, et de ne pas disposer de la structuration et de la contrainte rassurantes, comme à l'école primaire, d'un groupe permanent et d'un tout petit nombre d'intervenants. D'une certaine manière, par son laisser faire, par sa dévotion au mythe de la singularité cognitive de chaque élève et, partant, par sa soumission aux dynamiques sociales ségréguatives, la pédagogie libérale peut être vue comme la négation-même de toute pédagogie. Sa nocivité n'invalide en effet nullement l'absolue nécessité de l'entreprise pédagogique qui, au cœur de l'acte d'enseignement et d'éducation, s'attache à mettre progressivement les savoirs à la portée des élèves et doit s'efforcer aussi de contrecarrer les dynamiques mortifères de l'entre-soi et de l'individualisme. Pédagogies du projet, de la coopération, de l'entre-aide, tutorat et enseignement mutuel, travaux de groupe, méthodes actives... autant de courants portés par de nombreux enseignants et chefs d'établissement engagés dans la réussite scolaire des enfants qui ont besoin de l'Ecole pour réussir dans la vie ; autant de dispositifs qui visent à placer la solidarité au cœur de la classe, à « tirer vers le haut » les plus faibles en s'appuyant sur les plus forts, et à donner du sens – et de l'efficacité – au combat pour la mixité scolaire et sociale des établissements et des classes qui doit être celui de tout gouvernement de gauche.

Marcel Gauchet le prophétisait en 1985 : « *Au bout de la pédagogie libérale il y a l'école de l'inégalité* ». Nous y sommes ! Comment ne pas voir que la libéralisation des choix scolaires est devenue, aujourd'hui en France, l'un des points d'application les plus stratégiques de l'idéologie néolibérale ; et le combat intéressé de ceux qu'elle favorise ? C'est précisément contre cela que s'élève le projet d'Arnaud Montebourg, en réintroduisant les idées de choix collectifs, de volonté politique, d'intérêt général, de Bien commun, de justice sociale, de laïcité, bref de République, au cœur d'une nouvelle politique éducative de gauche dans l'Education nationale.